



**Centre Communal
d'Action Sociale**

**Ville de
Marolles-en-Hurepoix**

**Canton de
Brétigny-sur-Orge**

**Département
de l'Essonne**

**Arrondissement
de Palaiseau**

Date de convocation :
24 septembre 2026

Nombre de conseillers :

En exercice : 17
Présents : 13
Votants : 15

Pour : 13
Contre : 00
Abstentions : 02*

Date de publication :
5 octobre 2026

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'Administration du
Centre Communal d'Action Sociale**

L'an deux mille vingt-six, le premier octobre, à dix-huit heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale légalement convoqué, s'est réuni s'est réuni à la mairie de Marolles-en-Hurepoix, sous la présidence de Monsieur Nicolas MURAIL, Président.

Etaient présents :

M. Murail, Mmes Clidière, Chevilliard-Grelot, M. Cousinard, Mme Tussiot, MM. Meissonnier, Joubert, Mmes Despaux, Boucard, M. Vigier, Mme Ficarelli-Corbière, MM. Demange et Preud'homme

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés ayant remis un pouvoir :

Mme Ehrmann a remis pouvoir à Mme Clidière.
M. Hassad a remis pouvoir à Mme Julien.
Mme Machut a remis pouvoir à Mme Ficarelli-Corbière.

Absente excusée :

Mme Julien.

Formant la majorité des membres en exercice.

Objet : Modification de la délibération sur les tarifs de la redevance de la Résidence du Parc.

*** se sont abstenus :**

M. Joubert
Mme Despaux

CONSIDÉRANT que les redevances locatives des résidents de la Résidence du Parc sont révisées annuellement en fonction de l'évolution de l'indice de référence des loyers (IRL) publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ;

CONSIDÉRANT la nécessité de faire évoluer les modalités de tarification de la Résidence du Parc afin de préserver son accessibilité, de favoriser la mixité sociale et de contribuer à l'équilibre financier de la résidence ;

CONSIDÉRANT que la prise en compte du niveau de ressources des nouveaux résidents permet de déterminer la redevance selon des critères objectifs, transparents et identiques pour les personnes placées dans une situation comparable ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de distinguer les conditions tarifaires applicables aux résidents déjà présents dans la résidence de celles applicables aux nouveaux résidents ;

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés,

DECIDE d'appliquer pour les résidents entrés jusqu'au 31 juillet 2026 une redevance en fonction de l'augmentation de l'indice de référence des loyers (IRL) et pour les résidents entrés à partir du 1^{er} août 2026 une augmentation de la redevance un sur loyer en prenant en compte les ressources annuelles du ménage et une majoration appliquée selon un barème défini. L'augmentation des redevances sera revue chaque année au 1^{er} juillet.

FIXE à compter du premier juillet 2026 la redevance pour les résidents entrés jusqu'au trente et un juillet 2026 et à compter du premier août deux mille vingt-six, la redevance mensuelle des résidents de la Résidence des Personnes Agées ainsi qu'il suit :

Pour les résidents entrés jusqu'au 31 juillet 2026

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2026*
	+0,92%	+1%	+ 2,48%	+ 3,49%	+ 3,65%	+ 1,40%	+ 0,78%	
Redevance pour une personne seule	583,79€	589,63 €	604,25 €	625,34 €	648,16 €	657,23 €	662,36 €	662,50 €
Redevance pour un couple	608,01€	614,09 €	629,32 €	651,28 €	675,05 €	684,50 €	689,84 €	690,00 €

Pour les résidents entrés à partir du 1^{er} août 2026

Tableau du Plafond financement PLUS 2026 SEUL : 26 920 € COUPLE : 40 233 €	Majoration	Montant ajouté Personne seule	Redevance totale Personne seule	Montant ajouté Couple	Redevance totale Couple
De 0 à 20 % au-dessus du plafond	+ 15 %	+ 99.37 €	761,87 €	+103,50 €	793,50 €
De 21 à 35 % au-dessus du plafond	+ 25 %	+ 165.62 €	828,12 €	+172,50 €	862,50 €
De 36 à 50 % au-dessus du plafond	+ 35 %	+ 231.88 €	894,38 €	+241,50 €	931,50 €
Plus de 50 % au-dessus du plafond	+ 50 %	+ 331.25 €	993,75 €	+345,00 €	1035,00 €

Pour extrait conforme

Le 2 octobre 2026

Nicolas MURAIL



Maire

Président du CCAS

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet,

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.

- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès du CCAS de la Commune (Mairie Services des Affaires générales – 1 avenue Charles de Gaulle 91630 Marolles-en-Hurepoix). Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services. Au sens des dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 :

• *votre interlocuteur sera Monsieur le Président du CCAS de la commune de Marolles-en-Hurepoix,*

• *si votre demande donne lieu à une décision explicite en deçà d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

• *si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente. Vous disposerez alors également d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.